

FRANCE. L'illettrisme des adultes reste un mal profond.

Une enquête va être lancée pour actualiser le nombre de personnes ne maîtrisant pas la lecture, l'écriture ou le calcul. Elles étaient 2,5 millions en 2011, dont la moitié en emploi.

Leur nombre était estimé à 3,1 millions en 2004, soit 9% des 18-65 ans. Ils étaient encore 2,5 millions en 2011, 2 points de moins, dont la moitié en emploi. Dix ans plus tard, combien la France compte-t-elle de personnes souffrant d'illettrisme, c'est-à-dire passées par l'école mais qui ne maîtrise pas la lecture, l'écriture ou le calcul ? Pour le savoir, il faudra attendre encore un an et les résultats d'une nouvelle enquête d'envergure, dont le financement vient d'être accordé par le gouvernement. En attendant, un Atlas de l'illettrisme publié par l'agence nationale chargée de lutter contre ce frein social et économique, l'ANLCl, montre que le problème est loin d'avoir disparu.

Premier opus du genre appelé à être enrichi chaque année, cet atlas est rendu public à l'occasion de la huitième édition des Journées Nationales d'Action Contre l'Illettrisme, qui débutent ce lundi pour une semaine. Témoignage, films, débats, actions engagées par des agences Pôle Emploi ou des missions locales... Près de 650 manifestations sont prévues en appui d'une campagne nationale "L'illettrisme reste un phénomène perçu avec une certaine honte", rappelle le directeur de l'ANLCl, Hervé Fernandez, quand ce n'est pas en plus la peur d'être dénoncé par un collègue. D'où l'intérêt de faire témoigner celles ou ceux qui ont franchi le Rubicon et qui ont pu évoluer dans leur vie personnelle et professionnelle.

e-illettrisme

Signe que l'illettrisme n'est pas tari, l'Atlas rappelle que 4,6% des jeunes participant à la Journée Défense et Citoyenneté sont en situation d'illettrisme. Normandie, Ile-de-France, PACA et les DROM affichent des taux encore plus élevés. "Environ 30 000 jeunes d'une génération souffrent de déficit de compétences de base", analyse le président de l'ANLCl, Christian Janin. Sans surprise, ce déficit se nourrit d'un environnement familial défavorisé, du fait du chômage notamment, et nourrit lui-même un e-illettrisme : plus d'une personne sur deux qui a du mal à lire, écrire ou calculer fait état de freins à l'utilisation des outils numériques, omniprésents, contre un sur trois en moyenne dans la population française.

Pour la présidente de l'association #STOPILLETTRISME, Samira DJOUADI, le problème est toujours aussi important et le Covid n'a rien arrangé. En dix ans d'existence de l'association, ses 18 entreprises adhérentes, dont l'Oréal, à l'origine du projet, TF1, AccorInvest ou Publicis, ont réussi à sortir 500 personnes de cet enfermement - parmi leurs salariés ou ceux de leurs sous-traitants - en financement formation et tutorat sur le temps de travail. "Dès qu'une personne s'engage, c'est gagné car 99% vont au bout", témoigne-t-elle.

Le bout ? Un certificat professionnel qui demande un effort certain, mais ouvre des portes, d'agent d'entretien vers chef d'équipe par exemple. Parmi les certifications possibles figure CLéA, examen à destination des salariés et demandeurs d'emploi peu qualifiés, conçu par les partenaires sociaux au niveau interprofessionnel. Depuis son lancement en 2016, 51 334 personnes l'ont obtenue. - A.R.

À NOTER

L'ANLCI met à disposition Ev@gill, un outil de diagnostic du risque d'illettrisme dans une organisation.

SOURCE :

Les Echos, 6 Septembre 2021